

67

**CCT DU 23 JUIN 1999
CONTENANT
L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 1999/2000**

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissants à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux employés qu'ils occupent.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2000. Elle contient les nouveaux accords valables durant la période mentionnée ci-avant.

CHAPITRE III - CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 3

Les rémunérations mensuelles minimales ainsi que les rémunérations réellement payées seront augmentées de 1% aux 1^{er} août 1999 et 2000.

CHAPITRE IV - PREPENSION CONVENTIONNELLE A TEMPS PLEIN

Article 4

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongée par la suite, pour la dernière fois jusqu'au 31 décembre 1998 par la convention collective de travail du 12 mai 1997, sera poursuivi durant la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000, conformément aux conditions fixées dans les articles 5 et 6 de la présente convention collective de travail et dans la convention collective de travail spécifique du 23 juin 1999 concernant la prépension conventionnelle.

BEERLEGGING DEPOT

25-06-1999

26-07-1999

51619

/CO/215

1

Article 5

§ 1 Conformément aux dispositions de l'article 3 § 2 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimal pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle reste identique à celui appliqué au cours des années 1997 et 1998. A partir du 31 décembre 1999, l'âge minimal sera fixé à 58 ans.

§ 2 Outre les conditions d'ancienneté, fixées par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 mentionné ci-avant, les employés devront, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire en outre à l'une des conditions d'ancienneté suivantes :

- soit une occupation ininterrompue d'au moins 5 ans précédant immédiatement le licenciement, qui donne droit à la prépension, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection;
- soit une carrière d'au moins 10 années d'occupation dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 6

Les conditions et engagements précis concernant le régime de prépension sont réglés par convention collective de travail séparée du 23 juin 1999.

CHAPITRE V - PREPENSION A MI-TEMPS

Article 7

La convention collective de travail du 3 juin 1997 concernant la prépension à mi-temps est prolongée sans modifications jusqu'au 31 décembre 2000.

CHAPITRE VI - FONDS SOCIAL DE GARANTIE

Article 8

L'article 14 des statuts du Fonds Social de Garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par convention collective de travail du 23 avril 1979 et rendus obligatoires par arrêté royal du 11 décembre 1979, sera modifié comme suit :

§ 1. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999, les cotisations patronales seront fixées à 0,63% des rémunérations brutes des employés.

§ 2. Du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2001, les cotisations patronales seront fixées à 0,83% des rémunérations brutes des employés.

Article 9

L'allocation sociale complémentaire qui est octroyée conformément à l'article 7 des statuts du Fonds Social de Garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection est fixée comme suit :

- 4.500 F en 1999
- 4.700 F en 2000

pour les employés répondant aux conditions visées à l'article 6 § 1 desdits statuts.

Article 10

La convention collective de travail concernant l'allocation complémentaire de sécurité d'existence du 2 juin 1994, modifiée par convention collective de travail du 3 juin 1997, est prolongée sans modifications jusqu'au 31 décembre 2000.

CHAPITRE VII - FORMATION ET EMPLOI

Article 11

Une convention collective de travail séparée concernant la formation et l'emploi est conclue en exécution de la section IV du chapitre II de la loi du 26 mars 1999 relative au Plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, ainsi que de l'arrêté royal du 4 juin 1999 déterminant les conditions de forme auxquelles doivent satisfaire la convention collective de travail et l'accord relatifs à la formation et l'emploi ainsi que la procédure de consultation des travailleurs à respecter en cas d'établissement d'un accord relatif à la formation et l'emploi.

Article 12

Conformément au chapitre III, section VI, sous-section 1 de la loi du 26 mars 1999 relative au Plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, l'effort de 0,10% pour la formation des groupes à risque est prolongé.

La formation de ces groupes à risque fera l'objet d'une convention collective de travail séparée qui sera déposée avant le 1^{er} juillet 1999 au greffe du Service des relations collectives de travail du ministère de l'Emploi et du Travail.

Article 13

§ 1. En exécution de l'accord interprofessionnel 1999/2000 du 8 décembre 1998, les entreprises fourniront un effort supplémentaire dans le domaine de la formation. Cet effort supplémentaire est réalisé par une cotisation sectorielle de 0,20% sur les rémunérations de la période du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2001. Le secteur apporte ainsi sa contribution à l'exécution de l'engagement de faire des efforts supplémentaires en matière de formation permanente.

Au sein de l'Institut pour la Recherche et l'Enseignement dans la Confection, les organisations signataires décident quelles seront les initiatives de formation à développer grâce à ces moyens.

§ 2. Les entreprises qui introduisent un plan de formation approuvé préalablement par les partenaires sociaux au sein de l'IREC peuvent récupérer leurs cotisations de 0,20%. A cet égard, une procédure spécifique sera élaborée au sein de l'IREC.

CHAPITRE VIII - TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Article 14

En exécution de la section VI, sous-sections I et II de la loi du 26 mars 1999 relative au Plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, des conventions collectives de travail peuvent être conclues pour l'instauration du travail à temps partiel sous les formes décrites dans les sous-sections I et II précitées.

CHAPITRE IX - FORMATION SOCIALE

Article 15

A l'article 8 de la convention collective de travail du 23 janvier 1973, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 avril 1973, un nouvel alinéa est ajouté, libellé comme suit :

«Afin de compenser la perte subie par l'employeur due aux absences pour formation sociale conformément à cette convention collective de travail, l'employeur peut récupérer l'intégralité du montant du salaire ainsi que les cotisations patronales de sécurité sociale auprès du Fonds Social de Garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.»

CHAPITRE X - COMPLEMENT AU DOUBLE PECULE DE VACANCES

Article 16

A l'article 3 de la convention collective de travail du 19 avril 1979 concernant le complément au double pécule de vacances, la deuxième phrase est remplacée par la disposition suivante :

«Lorsque les prestations de l'employé dans le courant de l'année civile considérée ont été interrompues pendant plus de 30 jours calendrier au total et ce pour n'importe quelle raison, le complément au double pécule de vacances est calculé à concurrence de 7,5% des rémunérations brutes payées par l'employeur sur toute l'année civile.»

Article 17

Au dernier alinéa de l'article 4 de la convention collective de travail du 19 avril 1979 concernant le complément au double pécule de vacances, le mot «mois» est remplacé par «temps de travail.»

CHAPITRE XI - INCOMPATIBILITE AVEC D'AUTRES AVANTAGES

Article 18

Dans les entreprises ayant déjà accordé, avant la date de la conclusion de la présente convention collective de travail des avantages au moins égaux aux avantages convenus dans la présente convention collective de travail, ces derniers avantages ne devront plus être accordés.

Les entreprises qui n'ont pas appliqué cette dernière disposition, sont tenues de maintenir leurs pratiques d'entreprise.

CHAPITRE XII - PAIX SOCIALE

Article 19

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux rémunérations et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des employés ou des employeurs, ni par les employés ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs et les employés s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

CAO VAN 23 JUNI 1999 HOUDENDE AKKOORD VAN SOCIALE VREDE 1999/2000

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en op de bedienden die zij tewerkstellen.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 1999 tot en met 31 december 2000 en bevat de nieuwe afspraken geldend gedurende deze periode.

HOOFDSTUK III - ARBEIPSVORWAARDEN

Artikel 3

De minimummaandweden evenals de effectief uitbetaalde weden worden verhoogd met 1 % op 1 augustus 1999 en met 1 % op 1 augustus 2000.

HOOFDSTUK IV - CONVENTIONEEL VOLTIJDIG BRUGPENSIOEN

Artikel 4

Het stelsel van het conventioneel voltijds brugpensioen, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verlengd, voor het laatst tot 31 december 1998 bij collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, wordt verdergezet gedurende de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000, volgens de voorwaarden bepaald in de artikelen 5 en 6 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst en in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999 betreffende het conventioneel brugpensioen.

Artikel 5

- § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 § 2 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheids-uitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, wordt vanaf 1 januari 1999 de minimumleeftijd om te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen vastgesteld op dezelfde leeftijd als deze die van toepassing was voor de jaren 1997 en 1998.
Vanaf 31 december 1999 wordt de minimumleeftijd vastgesteld op 58 jaar.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

26-07-1999

NR.
N°

51690 / Co / 215

§ 2. Naast de anciënniteitsvoorwaarden, vastgesteld door voormeld koninklijk besluit van 7 december 1992, dienen de bedienden, om te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen, bovendien te voldoen aan één van volgende anciënniteitsvoorwaarden :

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 5 jaar onmiddellijk voor het ontslag, dat het recht op brugpensioen opent, in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het Paritair comité voor de bedienden van het kleding- en Confectiebedrijf.
- hetzij een loopbaan van minstens 10 jaar tewerkstelling in ondernemingen ressorterend onder het Paritair comité voor de bedienden van het kleding- en Confectiebedrijf.

Artikel 6

De precieze voorwaarden en verbintenissen aangaande dit brugpensioenstelsel worden geregeld bij afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst van 23 juni 1999.

HOOFDSTUK V - HALFTIJDEN BRUGPENSIOEN

Artikel 7

De collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende het halftijds brugpensioen wordt ongewijzigd verlengd tot 31 december 2000.

HOOFDSTUK VI - SOCIAAL WAARBORGFONDS

Artikel 8

Artikel 14 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en Confectiebedrijf, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979 zal worden gewijzigd als volgt :

- § 1. Van 1 januari 1999 tot 31 december 1999 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 0,63% van de brutowedden der bedienden.
- § 2. Van 1 januari 2000 tot 31 december 2001 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 0,83% van de brutowedden der bedienden.

Artikel 9

De aanvullende sociale toelage die overeenkomstig artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en Confectiebedrijf wordt toegekend, wordt bepaald op :

- 4.500 F in 1999
- 4.700 F in 2000

voor de bedienden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6 §1 van de hogervermelde statuten.

Artikel 10

De coölectieve arbeidsovereenkomst betreffende de bijkomende uitkering voor bestaanszekerheid van 2 juni 1994, gewijzigd bij coölectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997, wordt ongewijzigd verlengd tot 31 december 2000.

HOOFDSTUK VII - VORMING EN TEWERKSTELLING

Artikel 11

Er wordt een afzonderlijke coölectieve arbeidsovereenkomst betreffende vorming en tewerkstelling gesloten in uitvoering van Hoofdstuk II, sectie IV van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, evenals van het Koninklijk Besluit van 4 juni 1999 houdende de vormvoorwaarden waaraan de coölectieve arbeidsovereenkomst en het akkoord betreffende de vorming en tewerkstelling dienen te voldoen, alsook de procedure tot raadpleging van de werknemers die in acht dient genomen te worden bij de sluiting van een akkoord betreffende vorming en tewerkstelling.

Artikel 12

In uitvoering van Hoofdstuk III, afdeling VI, onderafdeling 1 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen wordt de inspanning van 0,10 % voor de vorming en opleiding van risicogroepen verlengd.

Over de vorming en opleiding van deze risicogroepen zal een afzonderlijke coölectieve arbeidsovereenkomst gesloten worden die vóór 1 juli 1999 zal neergelegd worden op de griffie van de Dienst der Coölectieve Arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Artikel 13

§ 1. In uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1999/2000 van 8 december 1998 doen de ondernemingen een bijkomende inspanning op het vlak van vorming en opleiding. Deze bijkomende inspanning wordt gerealiseerd door een sectorale bijdrage van 0,20 % op de wedden van 1 januari 2000 tot 31 december 2001. Aldus levert de sector zijn aandeel tot de uitvoering van het engagement om bijkomende inspanningen op het vlak van permanente vorming te doen.

Binnen het Instituut voor Vorming en Onderzoek in de Confectie wordt door de ondertekenende organisaties beslist welke vormings- en opleidingsinitiatieven zullen ontwikkeld worden met deze middelen.

§ 2. Ondernemingen die bij IVOC een opleidingsplan indienen, dat voorafgaandelijk wordt goedgekeurd door de sociale partners, kunnen hun 0,20%-bijdrage recupereren. Hiertoe zal binnen IVOC een specifieke procedure uitgewerkt worden.

HOOFDSTUK VIII - DEELTIJDSE ARBEID

Artikel 14

Ter uitvoering van Afdeling VI, onderafdeling I en II van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen kunnen collectieve arbeidsovereenkomsten worden gesloten voor de invoering van deeltijdse arbeid in de vormen zoals bedoeld in de voornoemde onderafdelingen I en II.

HOOFDSTUK IX - SOCIALE VORMING

Artikel 15

In artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 januari 1973, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 april 1973, wordt een nieuwe alinéa toegevoegd luidend als volgt :

"Teneinde het verlies voor de werkgever ingevolge de afwezigheid wegens sociale vorming overeenkomstig deze collectieve arbeidsovereenkomst te compenseren, kan de werkgever bij het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf het volledige bedrag van het loon, evenals de patronale bijdragen voor sociale zekerheid terugvorderen."

HOOFDSTUK X - AANVULLING VAN HET DUBBEL VAKANTIEGELD

Artikel 16

In artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 1979 betreffende de aanvulling van het dubbel vakantiegeld wordt de tweede zin vervangen door de volgende bepaling :

"Wanneer de prestaties van de bediende in de loop van het beschouwde kalenderjaar evenwel gedurende meer dan dertig kalenderdagen in het totaal werden onderbroken voor om het even welke reden, dan wordt de aanvulling van het dubbel vakantiegeld berekend a rato van 7,5% van de bruto wedden welke door de werkgever werden betaald over het ganse kalenderjaar."

Artikel 17

In de laatste alinéa van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 april 1979 betreffende de aanvulling van het dubbel vakantiegeld wordt het woord "maanden" vervangen door het woord "arbeidstijd".

HOOFDSTUK XI - NIET-CUMULATIE VAN VOORDELEN

Artikel 18

In ondernemingen die reeds vóór de datum van afsluiten van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst voordelen hebben toegekend die minstens gelijk zijn aan de in deze collectieve arbeidsovereenkomst overeengekomen voordelen, dienen deze laatste niet meerte worden toegekend.

Ondernemingen die deze laatste bepaling niet hebben toegepast, dienen hun bedrijfspraktijken verder aan te houden.

HOOFDSTUK XII - SOCIALE VREDE

Artikel 19

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt :

1) alle bepalingen betreffende de wedden en arbeidsvoorwaarden worden stipt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de bedienden of de werkgevers;

2) de werknemersorganisaties en de bedienden verbinden er zich toe geen eisen te stellen op nationaal noch op gewestelijk vlak, noch op dat van de onderneming aangezien alle individuele normatieve bepalingen geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.
